

ses victoires de 1878 : elle restait la grande puissance slave vers qui se tournaient toutes les espérances. Mais ses démêlés avec la Bulgarie et la Roumanie commencèrent à l'incliner vers une politique conservatrice qui la conduisit au pacte de 1897 par lequel elle se mettait de son plein gré sur le même pied et au même niveau que l'Autriche-Hongrie. A cette association, ce n'est pas la Russie qui a le plus gagné ; occupée en Extrême-Orient, troublée à l'intérieur, elle a abdiqué pour un temps le rang hors de pair qu'elle possédait dans les Balkans ; elle n'est plus que l'une des « deux puissances les plus directement intéressées. » Une politique de *statu quo* et de résistance aux vœux des populations slaves ne semble pas devoir être longtemps compatible avec les traditions et les intérêts de l'Empire des Tsars. Aussi l'avons-nous vu peu à peu entraîner son partenaire austro-hongrois à accepter les réformes plus complètes et l'intervention plus efficace proposées par l'Angleterre et la France. Personne n'ignore qu'une entente générale est à l'étude entre Londres et Pétersbourg : si elle est finalement conclue, il est probable qu'elle aura des conséquences dans les Balkans ; il se pourrait que la Russie fût amenée à prendre, dans les Balkans, un rôle d'initiative, d'action et de direction. Si au contraire les circonstances l'obligent à garder en Orient une attitude d'expectative, il se pourrait qu'elle se trouvât entraînée vers une union plus étroite et plus générale avec l'Autriche-Hongrie et, par suite, avec l'Allemagne : elle inclinerait alors à revenir à cette entente avec les puissances de l'Europe centrale qui, chaque fois qu'elle a été réalisée, au xviii^e et au xix^e siècle, a été, d'abord et surtout, fondée sur un accord des intérêts dans la question d'Orient. Nous verrons dans le